

Prise de parole commune 10 mars 2016

Manifestation retraités Tarbes

Les 9 organisations syndicales des retraités UCR/CGT, UCR/FO, UNAR/CFTC, UNIR/CFE/CGC, SFR/FSU, UNIR/SOLIDAIRES et les associations de retraités FGR/FP, LSR, Ensemble et solidaires UNRPA ont décidé d'appeler à une nouvelle mobilisation ce 10 Mars .

Les retraités ne sont pas des nantis; baisse considérable des pensions.

L'inflation n'augmentera pas et pourtant notre porte monnaie se vide à grande vitesse.

De plus en plus de retraités sont devenus imposables: CASA, suppression de la ½ part pour les veufs et veuves ayant élevé des enfants, augmentation de la CSG amputent lourdement les pensions. La perte constante de pouvoir d'achat des pensions depuis 2 décennies conduit à une précarité générale.

L'inflation n'augmentera pas et pourtant notre porte monnaie se vide à grande vitesse.

En matière de santé: la baisse des remboursements conduisent de nombreux retraités à ne plus se soigner correctement faute d'avoir une mutuelle accessible financièrement. La loi santé basée sur des critères de rentabilité financière conduit à des suppressions de postes, de lits et de services entiers.

Le gouvernement Sarkozy avait promis une loi sur la perte d'autonomie. Elle n'a jamais vu le jour.

Le gouvernement Hollande a promis une loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Personnes âgées et aidant familiaux ont besoin de cette loi alors que depuis 2013 nous payons 0,3 % pour la CASA qui est détournée de son objectif

Au nom des directives européennes les services publics (santé, transports, école, poste, énergie) sont attaqués, aggravant les conditions de vie alors qu'ils sont nécessaires pour assurer la cohésion sociale et le bien être des populations.

Aujourd'hui nous sommes là pour revendiquer:

- L'arrêt du gel des pensions;
- L'amélioration du pouvoir d'achat avec aucune pension inférieure au SMIC pour une carrière complète;
- Le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires;
- La défense des pensions de réversion et leur déplafonnement dans le régime général;
- La mise en œuvre immédiate de l'adaptation de la société;
- Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.

Après les différents mouvements que nous avons lancé en juin, en octobre de l'année dernière, la pétition qui a rassemblé plus de 100000 signatures, aujourd'hui, nous sommes encore là et dans plus de 120 rassemblements dans le pays pour réclamer notre dû NE LACHONS RIEN.